

Retraités : plus de 20 000 manifestants à Paris le 2 décembre



La délégation de l'UDR 84

Regardez "Les retraités en rupture avec le président Macron [Véridik]"

<https://veridik.fr/2021/12/02/les-retraites-en-rupture-avec-le-president-macron/>

ou <https://youtu.be/6bd-oTxzZCE>

un reportage conclu par une manifestante de l'UDR 84



L'article de compte rendu publié dans *l'InFO Militante*

Pour la première fois depuis 2014, les retraités ont organisé une manifestation nationale à Paris le 2 décembre. À l'appel du groupe des 9 qui comprend les unions de retraités de plusieurs organisations syndicales dont l'UCR-FO, cette mobilisation a rassemblé plus de 20 000 séniors qui ont manifesté de Denfert-Rochereau jusqu'aux Invalides. Augmentation de pensions, meilleure prise en compte de la santé et préservation des services publics de proximité, tel était le triptyque de revendications.

Après des manifestations dans les départements les 31 mars et 1^{er} octobre dernier, c'est à une action nationale de grande ampleur que le groupe de 9 appelait les retraités ce 2 décembre. Parce qu'ils dépendent de leurs seules pensions, les personnes âgées ne peuvent compter sur les NAO ou autres. Alors la seule solution c'est la mobilisation, martelait Didier Hotte, secrétaire général adjoint de l'Union confédérale des retraités FO.

Un niveau de vie en net recul

Les manifestants demandent avant tout l'augmentation des pensions pour les retraités de base et complémentaires. Dernièrement, les pensions de base n'ont augmenté que de 0,4 % et les complémentaires de 1,1 %. Une hausse insuffisante alors que l'on considère que l'inflation a augmenté de plus de 2 % !, rappelle Didier Hotte. Cette hausse sensible des prix porte douloureusement notamment sur les secteurs comme l'énergie, l'alimentation ou les transports, ce qui induit des dépenses supplémentaires incontournables. Et cet impact sur le niveau de vie vient s'ajouter à celui de la hausse de la CSG appliquée depuis 2018.

Concernant les pensions complémentaires, En 10 ans, pour une inflation de 9,88 %, la valeur du point a augmenté de 5,71 % pour les employés et de 5,50 % pour les cadres, précise le communiqué unitaire. Une hausse très insuffisante donc ce qui conduit, entre autres à la demande des retraités d'une indexation des pensions sur le salaire moyen.

Depuis 2014, les retraités ont perdu en moyenne 10 à 12% de pouvoir d'achat sur leur pension soit plus d'un mois de pension par an, rappellent-ils. C'est inquiétant et dangereux pour les personnes qui perçoivent des petites retraites, martèle Didier Hotte. La Drees (service statistique du ministère de la Santé et des Solidarités) a fait le constat de ce recul. Elle estime que Fin 2019, la pension brute moyenne augmente de 0,3 % en euros courants par rapport à fin 2018 mais diminue de 1,1 % en euros constants, car les prix à la consommation ont augmenté de 1,5 % entre la fin 2018 et la fin 2019. Et, ce qui n'a rien de rassurant, le Conseil d'orientation des retraites (COR) dans son rapport 2021 estime que cela va continuer. Selon les scénarios, le niveau de vie relatif des retraités devrait diminuer à long terme [...]. Il reviendrait ainsi progressivement à son niveau des années 1980.



La promesse non tenue de la loi Grand-Âge

Autre inquiétude des séniors : le devenir du système de santé. Alors que la pandémie est toujours là la politique d'austérité perdure dans le secteur de la santé publique constatent-ils, rappelant que continue. La disparition de 115 000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100 000 postes de soignants en 8 ans a créé une situation catastrophique, avec son lot de drames, surtout pour les retraités qui ne sont pas jugés prioritaires.

La promesse non tenue du gouvernement sur la loi Grand-Âge demeure dans les esprits, alors que le groupe des 9 a plusieurs fois relancé l'exécutif sur ce sujet. Des relances restées lettres mortes. Or insistent-ils, c'est un enjeu de taille puisque l'on comptabilisera quelque 100 000 personnes âgées de plus dans moins de dix ans. Les mesures du PLFSS 2022 semblent très loin des besoins actuels : seules 10 000 créations de postes en Ehpad sont ainsi prévues d'ici à 2025, soit moins de 2 salariés supplémentaires par établissement. Par ailleurs demeurent les restes à charge, onéreux, et le non-renforcement du temps de présence des aides à domicile auprès des bénéficiaires de l'APA.

Le groupe des 9 revendique donc un grand service public de la prise en charge de l'autonomie géré par l'assurance-maladie, avec 200 000 embauches dans les Ehpad et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité. Et il réfute le virage domiciliaire prôné par le gouvernement, soit l'organisation de la fin de vie au domicile plutôt que dans une structure adaptée. Bien sûr que tout le monde préfère rester chez soi, mais comment faire lorsque la sphère familiale ne peut assurer ou même que l'état physique de la personne ne permet pas cela ? Il faut des structures adaptées et avec des moyens, souligne Didier Hotte. Pour le groupe des 9, ce virage domiciliaire représente surtout des économies. Du coup la prise en charge retombe sur les familles.

Les services publics garants de l'égalité de traitement sur le territoire

Pour les personnes retraitées, fragilisées économiquement et parfois physiquement, les services publics jouent un rôle irremplaçable, encore plus dans ce contexte de pandémie. Selon le baromètre annuel de l'association Les Petits Frères des Pauvres, 6,5 millions de personnes âgées se sentent seules. Ils sont 530 000 en situation de mort sociale, c'est-à-dire sans contact social, amical ou familial. Un chiffre en hausse de 77 % en quatre ans. Pour le groupe des 9, il est essentiel d'engager la lutte contre l'isolement pour une retraite digne et paisible.

Et cette lutte doit être menée par les services publics républicains lesquels doivent être dotés de vrais moyens. Les « services au public », lesquels, souvent à la carte sur le territoire et par leurs offres, renvoient au secteur privé, donc payant, ne peuvent les remplacer. Les retraités rappellent ainsi que les services publics sont garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire.

Chloé Bouvier
L'Info Militante



L'UDR FO 84 remercie vivement tous les camarades qui ont versé un soutien financier pour l'achat des billets de train.